

Que vaut ce nationalisme ?

■ Depuis plus de deux décennies, tous les sondages démontrent bien que le courant séparatiste est très minoritaire au nord du pays. N'en déplaise à M. Gheude, c'est Dave Sinardet qui a raison.

Réaction

L'essayiste Jules Gheude balaie du revers de la main l'opinion du politologue Dave Sinardet selon laquelle il n'y a que 5 % de séparatistes flamands ("LLB", 11/7 et 19/7/2016). Pourtant, tous les sondages (scientifiques) depuis plus de deux décennies démontrent bien que le courant séparatiste est très minoritaire au nord du pays. Prenons comme exemple les études effectuées par la KU Leuven. Celles-ci révèlent qu'entre 1991 et 2014, le nombre de séparatistes se situe entre 3 % et 12 %. C'est un fait sociologique incontestable.

Les résultats de la N-VA et du VB ne forment-ils pas la preuve de l'existence d'un fort courant séparatiste? Jules Gheude observe que, selon un sondage récent, la N-VA et le Vlaams Belang représentent 37,5 % de l'opinion flamande. Or, en 2012, il avait déclaré que le mouvement nationaliste flamand était "sur le point de franchir 50 % d'intentions de vote" ("LLB", 4/7/12). D'après ses propres données, les séparatistes voient donc fondre leur base électorale comme neige au soleil...

A l'opposition de ce que M. Gheude affirme, on connaît par le biais de la recherche scientifique les raisons pour lesquelles les gens votent pour des partis séparatistes, qui sont des partis de droite. Ce n'est pas seulement par pure protestation et encore moins pour des motifs séparatistes. En réalité, les problèmes relatifs à la migration, au marché de l'emploi ou encore à la criminalité font le nid électoral des populistes de la droite.

Parmi les électeurs du VB, il n'y a que 31 % de séparatistes, tandis que l'électorat de la N-VA consiste en seulement 11 % de sécessionnistes⁽¹⁾. C'est pour cela que la N-VA déguise son séparatisme en parlant du "confédéralisme", un terme que quasiment personne ne comprend. En prêchant ouvertement le séparatisme, le seuil électoral n'était même pas obtenu par ce parti qui était

par conséquent moribond entre 2001 et 2004.

Il est fautif de mesurer le nombre de séparatistes en étendant le courant nationaliste vers les libéraux et les chrétiens-démocrates flamands. Certes, ces partis comptent des nationalistes dans leurs rangs. Mais cela vaut également pour le SP.A et pour Groen. Selon cette hypothèse, neuf néerlandophones sur dix seraient donc plus ou moins des séparatistes. C'est absurde. Des mouvements centralisateurs et pro-belges ont d'ailleurs le vent en poupe dans plusieurs partis néerlandophones et dans la presse écrite du nord du pays, de plus en plus critique face au nationalisme linguistique.

Jules Gheude se montre favorable à une scission unilatérale de la Flandre. On ignore s'il vise la région ou la communauté.

S'il s'agit du deuxième cas, il est clair que le parlement flamand perd (au moins) la région bruxelloise. En effet, ce parlement ne dispose pas de compétences territoriales portant sur cette région.

La fédéralisation de la Belgique s'est effectuée par des majorités de 2/3, avec une majorité dans chaque groupe

linguistique au parlement belge. De quel droit un parlement régional qui n'existe que par des lois belges pourrait-il alors se prononcer avec une majorité simple sur une matière dans laquelle il n'est pas compétent? L'auteur semble oublier facilement que les entités fédérées belges ne disposent que d'une autonomie constitutive relativement faible.

M. Gheude s'oppose sans surprise à un référendum – même à titre consultatif – sur ce thème. On peut imaginer qu'il en est de même concernant un référendum sur le "rattachisme". Les nationalistes flamands font de même. Mais que vaut alors un nationalisme linguistique qui s'oppose à la volonté populaire? Voilà la vraie question que les séparatistes doivent se poser.

→ (1) M. Swyngedouw, K. Abts et al., "Het communautaire in de verkiezingen van 25 mei 2014", Leuven, 2015.

BRUNO YAMMINE
Docteur en Histoire.